



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction mobilité, emplois, carrières**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDMEC/2016-44

20/01/2016

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 8

Objet : Appel à candidatures : 8 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence de l'Eau Loire-Bretagne :

1 poste de chargé(e) de mission plan Loire, maîtrises d'ouvrage, foncier (catégorie A ou agent contractuel) à ORLEANS (45).

1 poste de chargé(e) d'interventions spécialisé(e) (catégorie A ou agent contractuel) à ORLEANS (45).

1 poste de chef(fe) de projet – architecture applicative (catégorie A ou agent contractuel) à ORLEANS (45).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de coordinateur(rice) d'expertise REACH (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de projet scientifiques et techniques spécialisation en modélisation (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) :

1 poste de chargé(e) de mission juridique pour la protection internationale des signes d'identification de la qualité et de l'origine (catégorie A) à MONTREUIL (93).

Institut de Veille Sanitaire (INVS) :

1 poste de responsable de l'unité pathologies et signaux sanitaires (PaSiSa) au département santé environnement à SAINT-MAURICE (94).

Ministère des Outre-Mer/Direction générale des Outre-Mer :

1 poste de chef(fe) du bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes (catégorie A+) à PARIS (75).

L'adjoint à la sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL



Orléans, le 14 janvier 2016

FICHE DE POSTE

Diffusion : Interne et externe
Ministères
Autres agences

EMPLOI TYPE

CATEGORIE DU POSTE

AFFECTATION

RESIDENCE ADMINISTRATIVE

TYPE DE CONTRAT

POSTE A POURVOIR A PARTIR DU

CHARGE(E) DE MISSION PLAN LOIRE, MAITRISES D'OUVRAGE, FONCIER

I ou fonctionnaire technique détaché(e) de catégorie A

Direction des politiques d'intervention / Service Agriculture et Milieux Aquatiques

ORLEANS (45)

Contrat à durée indéterminée (*recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'Etat*) ou par voie de détachement pour les fonctionnaires.

1^{er} mars 2016

MISSIONS PRINCIPALES

Coordination du Plan Loire,
Animation et expertise sur la structuration des maîtrises d'ouvrage
Appui juridique et coordination sur la maîtrise foncière

ACTIVITES PRINCIPALES

Coordonne l'élaboration et la mise en œuvre du **Plan Loire** notamment avec les délégations:

- analyse et propose les modalités de déclinaison de la politique de l'agence dans le plan Loire,
- élabore en lien avec les partenaires du plan Loire les outils et procédures de sa mise en œuvre,
- représente l'agence au secrétariat technique et au comité de programmation,
- prépare et participe au comité stratégique et au forum des acteurs,

Anime le suivi administratif et financier des engagements de l'agence dans les **contrats de plan Etat-Régions** (CPER, CPIER Loire) :

- élabore les outils de suivi financier des contrats de plan,
- coordonne avec les délégations la remontée des données et assure le suivi administratif et financier,

Anime la politique de l'agence sur :

1- l'appui et la structuration des **maîtrises d'ouvrage** (compétence Gemapi, loi NOTRe) :

- pilote la stratégie de l'agence notamment dans le cadre de la gestion des milieux aquatiques,
- participe à la définition des modalités d'intervention,
- accompagne les délégations régionales dans la mise en œuvre de cette politique,

2- la **maîtrise foncière**

- coordonne la définition des stratégies et des modalités d'intervention foncière de l'agence,
- apporte un appui juridique au service et aux délégations concernant les modalités d'acquisition et de gestion du foncier .

RATTACHEMENT HIERARCHIQUE

Chef du service agriculture et milieux aquatiques

RELATIONS FONCTIONNELLES

Internes : Directions du siège et délégations régionales

Externes : Services de l'Etat, collectivités territoriales (dont Régions du bassin) et acteurs du Plan Loire

CONNAISSANCES ET EXPERIENCE

Connaître l'environnement institutionnel et les partenaires de l'agence.
Connaître la réglementation liée à l'eau
Avoir des bases juridiques concernant la gestion du foncier
Connaissance appréciée de la gestion des milieux aquatiques et du fonctionnement des collectivités territoriales

SAVOIRS FAIRE

Savoir analyser et synthétiser une demande/un dossier/un sujet
Savoir fédérer autour d'objectifs
Savoir conceptualiser
Savoir coordonner et animer un groupe de travail/une équipe
Savoir présenter des informations et les expliquer
Savoir rédiger
Savoir relayer l'information de manière pertinente
Savoir vulgariser et expliquer des informations techniques
Savoir prendre la parole en public

DEPLACEMENTS

- Paris ou dans le bassin Loire-Bretagne
- Le permis de conduire (B) est indispensable

FORMATION

Conditions statutaires :

- Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 3ème cycle de l'enseignement supérieur (Bac+5), soit d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs, soit de tout autre titre ou diplôme certifié de niveau I de qualification, soit d'un titre ou diplôme équivalent;
- Recrutement interne :
 - a) soit justifier d'une expérience professionnelle dans un poste similaire
 - b) soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins trois années de services effectifs dans des fonctions de la catégorie II au sein d'une agence de l'eau et de l'accomplissement d'une période de mobilité d'au moins trois années de services effectifs hors de l'agence de l'eau employeur, dans des fonctions de niveau au moins équivalent à celles relevant de la catégorie II ;
soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins douze années de services effectifs, acquise dans des fonctions de la catégorie II au sein d'une agence de l'eau, ou dans des fonctions de niveau au moins équivalent dans le secteur public ou privé.

SPECIFICITE DU POSTE

Ce poste est ouvert aux personnes handicapées.

ENVOI DES CANDIDATURES

Les candidatures (lettre de motivation et CV) doivent être déposées sur la bourse de l'emploi **avant le 4 février 2016**

POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE

Contactez: Carole Kervévan ☎ 02.38.51.73.28

www.eau-loire-bretagne.fr



Orléans, le 18 janvier 2016

Diffusion : Interne et externe
Ministères
Autres agences

FICHE DE POSTE

EMPLOI TYPE

CATEGORIE DU POSTE

AFFECTATION

RESIDENCE ADMINISTRATIVE

TYPE DE CONTRAT

POSTE A POURVOIR A PARTIR DU

CHARGE(E) D'INTERVENTIONS SPECIALISE(E)

I ou fonctionnaire technique détaché(e) de catégorie A

DELEGATION CENTRE-LOIRE

ORLEANS (45)

Contrat à durée indéterminée (*recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'état*) ou par voie de détachement pour les fonctionnaires

Dès que possible

MISSIONS PRINCIPALES

ACTIVITES PRINCIPALES

RATTACHEMENT HIERARCHIQUE

RELATIONS FONCTIONNELLES

Anime et coordonne la politique territoriale de l'agence sur le territoire de la délégation régionale,

Suit la politique régionale notamment dans le cadre du contrat de plan Etat Région

Initie, négocie, élabore et anime des projets, études complexes/contrats territoriaux multi thématiques et multi acteurs et apporte un soutien aux chargés d'interventions

Instruit techniquement, financièrement et administrativement des demandes d'aide ;

Apporte une expertise technique et conseille les maîtres d'œuvres et d'ouvrage ;

Effectue les contrôles des actions financées par l'agence ;

Informe les partenaires locaux sur le Sdage, le programme d'interventions et promeut la politique de l'agence.

Directeur de délégation : cellule territoriale

Internes : Direction des Politiques d'Intervention - Direction de l'Evaluation et de la Planification

Externes : Instances et usagers locaux et régionaux – Services déconcentrés de l'Etat.

CONNAISSANCES ET EXPERIENCE

Connaissances approfondies en écologie des milieux aquatiques,
Connaissances du droit de l'eau et de l'organisation administrative française,
Connaissances en méthodes d'évaluation des politiques publiques, analyse économique,
Bonne pratique des outils bureautiques (Word, Excel, PowerPoint).

SAVOIRS FAIRE

- Savoir travailler en mode projet
- Savoir fédérer les équipes autour d'objectifs,
- Savoir relayer l'information de manière pertinente, faire preuve de pédagogie,
- Savoir animer des réunions, des groupes de travail,
- Savoir analyser, synthétiser des informations, être force de propositions
- Savoir présenter des informations, argumenter notamment devant un public,
- Savoir rédiger.

DEPLACEMENTS

- Des déplacements nombreux sont à prévoir, principalement sur le territoire de la délégation régionale.
- Le permis de conduire (B) est indispensable.

FORMATION

Conditions statutaires :

- Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 3^{ème} cycle de l'enseignement supérieur (Bac + 5), soit d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs ou de commerce, soit de tout autre titre ou diplôme certifié de niveau I de qualification, soit d'un titre ou diplôme équivalent ;
- Recrutement interne :
 - a) soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins trois années de services effectifs dans des fonctions de la catégorie II au sein d'une agence de l'eau et de l'accomplissement d'une période de mobilité d'au moins trois années de services effectifs hors de l'agence de l'eau employeur, dans des fonctions de niveau au moins équivalent à celles relevant de la catégorie II ;
 - b) soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins douze années de services effectifs, acquise dans des fonctions de la catégorie II au sein d'une agence de l'eau, ou dans des fonctions de niveau au moins équivalent dans le secteur public ou privé.

SPECIFICITE DU POSTE

Ce poste est ouvert aux personnes handicapées.

ENVOI DES CANDIDATURES

Les candidatures (lettre de motivation et CV) doivent être déposées sur la bourse de l'emploi **avant 9 février 2016**

POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE

Contactez la directrice de la délégation régionale :
Mme Bernadette DORET : ☎ 02 38 51 73 78

www.eau-loire-bretagne.fr



Orléans, le 14 janvier 2016

Diffusion : Interne et externe
Ministères
Autres agences

FICHE DE POSTE (Susceptible d'être vacant)

EMPLOI TYPE

CHEF DE PROJET – ARCHITECTURE APPLICATIVE

CATEGORIE DU POSTE

I ou fonctionnaire technique détaché(e) de catégorie A

AFFECTATION

DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION (DSI)

RESIDENCE ADMINISTRATIVE

ORLEANS (45)

TYPE DE CONTRAT

Contrat à durée indéterminée (*recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'état*) ou par voie de détachement pour les fonctionnaires

POSTE A POURVOIR A PARTIR DU

1^{er} mars 2016

MISSIONS PRINCIPALES

Définit l'architecture technique de tout ou partie du système d'information.

Garantit la cohérence et de la pérennité de l'ensemble des moyens informatiques, en exploitant au mieux les possibilités de l'art, dans le cadre du plan d'urbanisme de l'entreprise.

ACTIVITES PRINCIPALES

Pilote les projets d'architecture applicative technique des systèmes d'information, en particulier le cycle de vie des applications

Anime une équipe de projet transversale composée de l'urbaniste des responsables études, intégration, production

Propose :

- o les solutions répondant aux impacts techniques des nouvelles solutions et leur cohérence avec l'architecture existante
- o et gère le référentiel du système informatique sur les plans outils, procédures, normes, vocabulaire, sécurité...
- o les standards techniques et leur évolution

Effectue une communication sur ses travaux :

- o Travaille en équipe avec l'urbaniste des SI et les chefs de projet informatiques
- o Promeut l'architecture technique auprès des informaticiens

Peut représenter l'agence sur son domaine d'activité auprès de partenaires ou dans des groupes nationaux de bonnes pratiques

RATTACHEMENT HIERARCHIQUE

Directeur des systèmes d'information ou chef de service

RELATIONS FONCTIONNELLES

Internes : poste très transversal amenant à collaborer avec l'ensemble des agents de DSI et plus épisodiquement avec les différentes directions de l'agence.

Externes : fournisseurs et groupes de bonnes pratiques etc....

CONNAISSANCES ET EXPERIENCE

Expertise des architectures techniques d'un système d'information orienté web et PaaS/SaaS

Maîtrise des méthodes de conduite de projet

Maîtrise des techniques de communication et d'animation de réunion

	<p>Notion des principes et procédures de marchés publics</p> <p>Des compétences dans le management d'équipe sont un plus</p>
<p>SAVOIRS FAIRE</p>	<p>Savoir définir et piloter un projet</p> <p>Savoir relayer l'information de manière pertinente</p> <p>Savoir prendre la parole en public</p> <p>Savoir présenter des informations techniques et les expliquer</p> <p>Savoir coordonner et animer un groupe de personnes</p> <p>Savoir animer une réunion en sachant appréhender les jeux d'acteurs</p> <p>Savoir mener le changement</p>
<p>DEPLACEMENTS</p>	<p>Déplacements à prévoir sur Paris ou dans le bassin,</p> <p>Le permis de conduire (B) est recommandé</p>
<p>FORMATION</p>	<p><u>Conditions statutaires :</u></p> <p>Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 3^{ème} cycle de l'enseignement supérieur (Bac + 5), soit d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs ou de commerce, soit de tout autre titre ou diplôme certifié de niveau I de qualification, soit d'un titre ou diplôme équivalent ;</p> <p>Recrutement interne :</p> <p>a) soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins trois années de services effectifs dans des fonctions de la catégorie II au sein d'une agence de l'eau et de l'accomplissement d'une période de mobilité d'au moins trois années de services effectifs hors de l'agence de l'eau employeur, dans des fonctions de niveau au moins équivalent à celles relevant de la catégorie II ;</p> <p>b) soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins douze années de services effectifs, acquise dans des fonctions de la catégorie II au sein d'une agence de l'eau, ou dans des fonctions de niveau au moins équivalent dans le secteur public ou privé.</p>
<p>SPECIFICITE DU POSTE</p>	<p>Ce poste est ouvert aux personnes handicapées.</p>
<p>ENVOI DES CANDIDATURES</p> <p>POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE</p>	<p>Les candidatures (lettre manuscrite et CV) doivent être déposées sur la bourse de l'emploi avant le 4 février 2016</p> <p>Contacteur Mr GARNIER Arnaud : ☎ 023849 75 19</p>

Poste à pourvoir	Coordinateur d'expertise REACH (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	CDI, détachement, affectation
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'Évaluation des Risques,
Unité Evaluation des Substances Chimiques – Pôle Appui à la Gestion

La direction de l'évaluation des risques (DER) réalise des expertises destinées à éclairer les politiques publiques de sécurité sanitaire sur l'ensemble des champs de compétence de l'Anses. Elle instruit également de nombreux dossiers techniques de demandes d'autorisation de produits ou de procédés en appui au gestionnaire du risque. La direction s'appuie à la fois sur l'expertise de ses scientifiques internes et sur les quelque 750 experts externes qu'elle mobilise dans ses collectifs. La direction produit également des études scientifiques s'intéressant notamment à l'exposition de la population. Elle assure, enfin, le fonctionnement d'observatoires relatifs à la connaissance des contaminants ou des compositions nutritionnelles.

Missions / contexte

L'unité en charge de l'évaluation des substances chimiques (UESC) élabore les dossiers scientifiques proposés par la France dans le cadre de la mise en œuvre des Règlements REACH (règlement (UE) n° 1907/2006) et CLP (règlement (CE) n°1272/2008). L'unité apporte également un appui aux tutelles (DGPR, DGT, DGS) pour toutes les questions techniques relevant des Règlements REACH & CLP, ou d'autres réglementations sur les substances chimiques. L'unité coordonne également les réponses aux saisines dans son champ de compétences et participe à l'élaboration de valeurs de références (VTR, VLEP, VGAI). L'unité est composée d'environ 30 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

L'activité s'exerce au sein de l'unité d'évaluation des substances chimiques (DER). En collaboration avec les autres scientifiques de l'unité, l'agent contribuera à la mise en œuvre du protocole d'accord et à l'élaboration des dossiers REACH et CLP. Dans le cadre de ce dernier, il s'agit plus particulièrement de prendre en charge des dossiers d'évaluation, d'identification de substances très préoccupantes ou de restriction, et d'analyse de meilleure option de gestion de risques.

Sous la responsabilité du chef d'unité ou de son adjoint dédié, l'agent devra :

↳ Piloter les dossiers REACH

- Coordination de la/ ou rédaction différents documents de rendus : avis de l'Anses, rapports de synthèse, rapports d'évaluation, projets de décision de l'ECHA, dossiers annexe XV...
- Communication, suivi et traitement des dossiers au niveau des instances d'évaluation internes transversales, du CES, avec les instances de tutelles et au niveau des comités et groupes de travail européens.

↳ Participer à l'expertise réglementaire et scientifique des dossiers concernant le devenir de la substance dans l'environnement et l'écotoxicologie.

↳ Assurer les appuis techniques auprès des ministères de tutelle dans son domaine de compétence (Devenir de la substance dans l'environnement et l'écotoxicologie).

↳ Assurer une expertise réglementaire et scientifique sur certains dossiers REACH :

- Veille réglementaire,
- Analyse des dangers pour l'environnement, des risques, identification de substances d'intérêt, identification des mesures de gestion des risques les plus appropriées
- collecte et analyse des données pour les dossiers
- consultation des parties prenantes, animation/ mobilisation du réseau d'experts en interne et en externe.

Activités

↳ Animer et coordonner les équipes pluridisciplinaires (toxicologues, écotoxicologues, chimistes, économistes) pour la réalisation de l'évaluation scientifique prévue dans les dossiers REACH.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
- Le titulaire de ce poste travaillera dans le respect des règles de confidentialité et sera amené à faire des déplacements au niveau européen.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplôme requis : diplôme d'ingénieur ou de Master 2 (chimie de l'environnement ou écotoxicologie).

Un doctorat de 3^e cycle en sciences serait un plus.

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans le domaine de l'évaluation réglementaire des substances chimiques.

Compétences

- Connaissances réglementaires (REACH, CLP).
- Gestion de projet,
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse
- Bonne communication orale
- Bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral),
- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité, sens de l'organisation,
- Maîtrise de word et d'Excel
- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire,

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 05 février 2016

Renseignements sur le poste : Christophe ROUSSELLE (christophe.rouselle@anses.fr),

Cécile MICHEL (cecile.michel@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2016-001 à recrutement@anses.fr.

Poste à pourvoir	Chargé de projet scientifiques et techniques spécialisation en modèle tique (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de 15 mois et demi
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	01/03/2016
Rémunération	selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de santé animale UMR BIPAR, Équipe VAMP
Missions / contexte	L'équipe VAMP constitue l'une des trois équipes de l'UMR BIPAR et se compose de 4 chercheurs (2 ENVA, 2 INRA), d'un post-doctorant, de 4 doctorants, et de 5 personnels techniques

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'agent participera au projet financé par le LABEX IBEID sur le développement de candidats vaccinaux contre la tique *Ixodes ricinus* et/ou les agents pathogènes qu'elle transmet. La recherche se basera sur un panel de gènes identifiés grâce à des techniques de séquençage à haut débit comme différentiellement régulés lors d'une infection bactérienne de la tique, une étude de bio-informatique à sélectionner 2 des meilleurs candidats sur la base de leur séquence. L'expression des gènes sélectionnés devra être analysée dans différents contextes d'infection des tiques par différents agents pathogènes. Les infections seront alors réalisées sur place ou par le biais de collaborations existantes. L'évaluation de l'efficacité vaccinale des protéines recombinantes (en cours de synthèse) correspondant à ces candidats sera réalisée dans les modèles murin et lapin.

Pour ce faire, l'agent devra :

Activités

- Rédiger et/ou valider des méthodes d'analyse et de référence
- Développer des méthodes
- Appliquer un protocole d'analyse
- Réaliser des analyses moléculaires (RT-qPCR)
- Analyser la réponse immune chez la souris et le lapin
- Evaluer l'efficacité vaccinale via des gorgements de tiques in vivo
- Réaliser l'infection de tiques via un modèle in vitro
- Définir la formulation vaccinale

Conditions particulières

Aucune

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Doctorat (biologie)

Compétences

- Connaissances en entomologie sur le modèle tique
- Connaissances en immunologie, et vaccinologie
- Bonnes connaissances en biologie moléculaire (RT-qPCR entre autres)
- Aptitude au travail en équipe, bonne organisation, autonomie
- La connaissance de l'anglais scientifique et technique est indispensable
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 09 février 2016

Renseignements sur le poste : Sarah Bonnet, sarah.bonnet@vet-alfort.fr, tel : 01 49 77 46 54

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2016-004 à : recrutement@anses.fr)


Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Institut National de l'Origine et de la qualité
Service juridique et international
12, rue Henri Rol-Tanguy
TSA 30003
93555 Montreuil-sous-Bois

**Chargé(e) de mission juridique pour la protection internationale
des signes d'identification de la qualité et de l'origine**

N° du poste : Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)					
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	Cotation part fonction PFR :				
Poste vacant					
Présentation de l'environnement professionnel	L'INAO est un établissement public administratif chargé de la mise en œuvre du dispositif relatif aux signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) pour les produits agricoles et agroalimentaires. Ses missions principales sont les suivantes : - Reconnaissance, suivi contrôle et protection des SIQO ; - Protection des aires ; - Promotion des concepts et information. Le service juridique et international exerce une mission de conseil, d'expertise juridique dans ces domaines d'action et de traitement du contentieux notamment administratif. Il gère les actions de protection nationale et internationale des SIQO.				
Objectifs du poste	Contribuer au sein d'une équipe de 10 personnes à la mise en œuvre de la politique de protection internationale des SIQO et à l'expertise juridique dans le domaine des SIQO pour le secteur viticole.				
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Sous l'autorité du responsable de service, l'agent sera chargé : - <u>De la protection internationale sur les zones Afrique, Amérique du Nord, Asie sauf Chine et Océanie.</u> Traitement des usurpations et des atteintes aux signes de qualité : - Recherches d'informations, analyse juridique ; - Gestion des relations avec les organisations professionnelles, les avocats. Suivi des négociations d'accords internationaux. Veille sur les échanges interministériels et avec la Commission européenne, analyse juridique des projets de textes (essentiellement Accords bilatéraux entre l'UE et des pays tiers) pour le volet propriété intellectuelle/Indications Géographiques, échanges avec le MAAF et la DG Trésor, établissement de la liste des IG, supervision des demandes d'enregistrement des IG, suivi des accords post entrée en vigueur. Veille sur les réglementations relatives aux indications géographiques mises en place par les pays tiers et interventions coordonnées avec le MAAF et la DG Trésor visant à influencer la mise en place de ces réglementations. - <u>De la co-animation de la Commission Protection des dénominations et des SIQO.</u> Organisation matérielle des réunions (réservation des salles, convocation des membres et experts, préparation des dossiers). Coordination du travail, proposition des ordres du jour, réalisation des documents de travail, synthèse des décisions réalisation des comptes-rendus. Coordination des intervenants et suivi des relations avec professionnels, membres et experts de la commission, les représentants des administrations (MAAF, DGCCRF, DGDDI, DGT...). - <u>Des indications géographiques protégées viticoles.</u> Expertise juridique et conseil auprès des différentes instances et services de l'INAO : - Appui des sites dans la gestion des dossiers : - Préparation des comités nationaux (travail avec la direction et les administrations). - <u>Des droits de plantation de vignes.</u> Appui juridique à la définition du cadre réglementaire et sa mise en œuvre - <u>de la participation en tant qu'expert à l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin.</u> Analyse des projets de résolution, commentaires et propositions d'amendements, représentation de l'INAO lors des réunions des groupes d'experts.				
Champ relationnel du poste	Contacts réguliers avec les agents de l'Institut, notamment en délégations territoriales, les administrations, les organisations professionnelles. Relations avec les avocats de l'INAO.				
Compétences liées au poste	<table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th style="text-align: center;">Savoirs :</th> <th style="text-align: center;">Savoir-faire :</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Connaissances juridiques en droit national et européen, droit public, droit rural, droit viticole, propriété intellectuelle ; Très bonne maîtrise de l'anglais (échanges écrits et oraux quotidiennement).</td> <td>Capacité d'analyse et de synthèse ; Qualité rédactionnelle ; Aptitude au travail d'équipe ; Esprit d'initiative, autonomie.</td> </tr> </tbody> </table>	Savoirs :	Savoir-faire :	Connaissances juridiques en droit national et européen, droit public, droit rural, droit viticole, propriété intellectuelle ; Très bonne maîtrise de l'anglais (échanges écrits et oraux quotidiennement).	Capacité d'analyse et de synthèse ; Qualité rédactionnelle ; Aptitude au travail d'équipe ; Esprit d'initiative, autonomie.
Savoirs :	Savoir-faire :				
Connaissances juridiques en droit national et européen, droit public, droit rural, droit viticole, propriété intellectuelle ; Très bonne maîtrise de l'anglais (échanges écrits et oraux quotidiennement).	Capacité d'analyse et de synthèse ; Qualité rédactionnelle ; Aptitude au travail d'équipe ; Esprit d'initiative, autonomie.				
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel doivent être adressés au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL - Tél.: 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Mme Véronique FOUKS – Responsable du Service Juridique et International – Tél.: 01.73.30.38.34 - Courriel : v.fouks@inao.gouv.fr				

Référence de l'annonce : DSE-CDI-2015-06

POSTE

Poste	Responsable de l'unité Pathologies et signaux sanitaires (PaSiSa) au département santé environnement	
Catégorie d'emploi	Catégorie 1	Responsable d'unité
Type de contrat	CDI de droit public à plein temps  Poste ouvert aux personnes handicapées.	
Rémunération	Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire	
Prise de fonction	Dès que possible	
Renseignements	Sur le poste : Agnès LEFRANC – tél : 01.41.79.68.80 Sur le recrutement : Marie-Christine MOREL – tél : 01.41.79.68.28	

LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE

Adresse 12 rue du val d'osne - 94415 Saint-Maurice cedex

PRESENTATION DE L'InVS

L'Institut de veille sanitaire (InVS), établissement public de l'État, placé sous la tutelle du ministère chargé de la Santé, a pour mission de surveiller l'état de santé de l'ensemble de la population, et d'alerter les pouvoirs publics en cas de menace pour la santé publique.

Les missions confiées à l'InVS recouvrent la surveillance et l'observation permanentes de l'état de santé de la population, la veille et la vigilance sanitaires, l'alerte sanitaire et une contribution à la gestion des situations de crise sanitaire.

L'InVS participe, dans le cadre de ses missions, à l'action européenne et internationale de la France, notamment à des réseaux internationaux de santé publique dédiés à la surveillance et à l'alerte sanitaires. Il est composé de plusieurs départements et services et dispose d'un réseau de 17 [Cellules interrégionales d'épidémiologie](#) (Cire) qui relaient son action au niveau régional.

En 2016, sera créée une nouvelle agence de santé publique réunissant l'InVS, l'Inpes et l'Eprus. L'ambition de ce nouvel établissement est de créer un centre de référence en santé publique, fondé sur une expertise et une parole scientifique incontestables, en lien avec la recherche, permettant de mieux connaître, expliquer, préserver, protéger et promouvoir l'état de santé des populations.

Ses missions :

Anticiper : détecter les risques sanitaires et apporter les éléments de décision à la puissance publique.

Comprendre : améliorer la connaissance sur l'état de santé de la population, les comportements, les risques sanitaires et concevoir les stratégies d'intervention en prévention et promotion de la santé.

Agir : promouvoir la santé, agir sur les environnements, expérimenter et mettre en œuvre les programmes de prévention, répondre aux crises sanitaires

Site web : www.invs.sante.fr

AFFECTATION

Département/Service Département santé environnement

Unité Pathologies et signaux sanitaires (PaSiSa)

Missions/contexte

Le département santé environnement évalue les conséquences sur la santé des populations des modifications de l'environnement, que celles-ci soient accidentelles ou chroniques, d'origine humaine ou naturelle. Pour cela, il assure, coordonne et soutient le développement de programmes de surveillance dans le champ de la santé environnementale ; met en place des dispositifs d'alerte et de réponse ; réceptionne et traite les signalements, saisines et sollicitations qui lui parviennent. Le DSE s'appuie sur des réseaux de partenaires avec lesquels il met en place des projets ponctuels ou pérennes. Enfin, il collabore à des groupes de travail ou projets européens dans son champ de compétence.

L'équipe du DSE comporte environ 60 personnes. Dirigé par une Directrice assistée d'un adjoint, le DSE est structuré en 5 unités fonctionnelles : une unité transversale « Traitement-Analyse des Données Et Méthodologie (TanDEM) », « Risques liés à l'air, aux rayonnements ionisants à l'eau, et au climat (RARIEC) », « Pathologies et signaux sanitaires (PaSiSa) », « Populations et expositions de proximité (PEP) », « Biosurveillance (BS) ».

L'unité « Pathologies et signaux sanitaires (PaSiSa) » regroupe les activités de surveillance et d'investigation des manifestations sanitaires en lien avéré ou suspecté avec des expositions à des agents présents dans l'environnement : intoxications aiguës, intoxications par le monoxyde de carbone, indicateurs de la reproduction humaine, certains cancers, saturnisme de l'enfant, agrégats de manifestations aiguës ou de pathologies chroniques.

Les champs thématiques traités par l'unité, ainsi que ses missions, sont susceptibles d'être élargis dans le contexte notamment de la création de l'Agence nationale de santé publique (Santé publique France).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions	<p>Doté de compétences scientifiques de haut niveau, le responsable d'unité dirige une équipe en vue d'atteindre les objectifs opérationnels fixés par la direction de l'établissement.</p> <p>La responsabilité d'une unité requiert la volonté de s'impliquer davantage dans la fonction managériale et de mobiliser des compétences distinctes de celles acquises au plan scientifique.</p> <p>Il met en œuvre le programme d'activité et s'assure de la qualité des travaux scientifiques de l'unité.</p>
Activités	<p>1 - Technique :</p> <ul style="list-style-type: none">- Apporter un appui scientifique dans l'élaboration, la conduite et la valorisation scientifique des études ;- Superviser la bonne exécution des contrats établis avec les partenaires ;- Valider et veiller à la qualité des travaux scientifiques et des publications ;- Apporter un appui scientifique à l'équipe sur différentes thématiques de l'unité ;- Répondre, à la demande du directeur de département, aux saisines adressées par la tutelle dans le respect des délais ;- Contribuer au dispositif de permanence de la réponse mis en œuvre au sein du département ;- Participer aux missions générales de l'InVS, du département et de l'unité. <p>2 - Management :</p> <p>Participer à la définition de la stratégie de la direction :</p> <ul style="list-style-type: none">- Elaborer et mettre en œuvre le programme d'activité annuel de l'unité en relation avec la direction du département ;- Assurer le suivi de la programmation annuelle. <p>Organisation :</p> <ul style="list-style-type: none">- Participer à la définition et à la planification des activités du département ;- Organiser le travail au sein de l'unité ;- Veiller au respect des délais de réalisation de celle-ci ;- Participer au processus de recrutement ;- Organiser régulièrement des réunions de l'unité. <p>Régulation/facilitation/accompagnement :</p> <ul style="list-style-type: none">- Superviser la production de l'unité :<ul style="list-style-type: none">o suivre l'avancement des travaux ;o valider et faire valider les productions de l'unité.- Evaluer les pratiques professionnelles des membres de l'équipe.- Reporter à la direction du département lors de réunions régulières, alerter en cas de difficultés. <p>Relais/interface :</p> <ul style="list-style-type: none">- Assurer l'interface scientifique avec d'autres entités du département impliquées sur des thématiques connexes.- Développer et entretenir des liens avec le réseau de partenaires externes.- Identifier et transmettre les informations pertinentes au sein de l'Unité et du Département.- Veiller à la mise en œuvre de la participation de l'unité transversale TanDEM aux projets de l'unité PaSiSa, en coordination avec le responsable de l'unité transversale.

PROFIL RECHERCHE

Diplômes Doctorat ou Bac+5 + 5 ans d'expérience minimum

Expérience Expérience antérieure d'au moins 5 ans dans des fonctions similaires

Compétences

Au plan technique :

- Connaître le système de santé français et les bases du fonctionnement juridique et administratif dans le contexte d'un établissement public ;
- Connaître le domaine de la santé environnementale (champ, acteurs, méthodes, principales problématiques actuelles) ;
- Avoir des compétences et une expérience solides dans les domaines de compétence de l'unité ;
- Valider la qualité d'un document à contenu scientifique ;
- Pouvoir lire et analyser la littérature scientifique en anglais, être capable d'assister à une réunion ou une conférence tenue en anglais et d'y faire une intervention ;
- Animer des ateliers, des groupes de travail, des réunions à dimension scientifique ;
- Avoir de très bonnes aptitudes dans le domaine de la maîtrise des risques, et notamment une capacité à analyser des événements, à porter un jugement sur leur caractère critique et à réagir de manière adaptée ;
- Rigueur scientifique.

Au plan managérial :

- Porter fidèlement et expliquer un message institutionnel ;
- Définir une organisation de travail qui réponde aux objectifs fixés ;
- Structurer et formaliser des activités, des processus de travail ;
- Assurer un retour aux agents sur les activités et les travaux réalisés ;
- Promouvoir et faciliter le travail collaboratif au sein de l'entité et au sein de l'établissement ;
- Animer des réunions d'équipe ;
- Conduire des entretiens semi-directifs de nature RH ;
- Valoriser les compétences, les travaux réalisés par les agents ;
- Identifier les sources de motivation pour les agents ;
- Définir les modalités de communication adaptées au sein de son entité ;
- Conseiller de façon avisée des collaborateurs ;
- Disponibilité : être attentif aux situations et aux personnes et répondre à leurs sollicitations dans les meilleurs délais ;
- Fédérateur : capacité à susciter et à favoriser la cohésion d'équipe tout en respectant les individus.

POUR POSTULER

Adresser les candidatures (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence de l'annonce par courriel : recrut@invs.sante.fr

Intitulé du poste : Chef du bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes**Catégorie statutaire / corps :**

A+

de type administrateur civil, ingénieur

Emploi type : Cadre chargé de la coordination et du pilotage**Code fiche de l'emploi-type :**

EPP005A

Domaine fonctionnel : ELABORATION ET PILOTAGE DES POLITIQUES PUBLIQUES**Localisation administrative et géographique / affectation :****Direction générale des outre-mer** – Ministère des outre-mer**Adresse :** 27 rue Oudinot – Paris 7^{ème}**Métro :** St François-Xavier ou Duroc – **Autobus :** Oudinot 82, 87, 92, hôpital Necker 28, 39, 70**Vos activités principales :**

Pour ce poste, votre mission consiste à :

- Animer et suivre l'activité du bureau (à l'aide de tableaux de bord)
- Aider par vos propositions à la prise de décision
- Assurer le cas échéant l'expertise de dossiers spécifiques ou transversaux
- Veiller à l'animation des réseaux d'acteurs des domaines dont vous avez la charge. En particulier, participer à la vitalité des relations avec les services centraux et territoriaux des ministères ou opérateurs partenaires

Spécificités du poste / contraintes / sujétions :

Vous exercez vos missions sur la base du «forfait jours» (article 10 du décret 2000-815 du 25 août 2000) dont bénéficient les agents exerçant des fonctions d'encadrement et de conception soit 20 jours ARTT

Vos compétences principales mises en œuvre :

Connaissances techniques	Savoir-faire	Savoir-être
Connaître l'environnement professionnel	Savoir manager (niveau expert requis) Savoir négocier (niveau expert requis) Savoir gérer un projet	Développer et animer un réseau de correspondants partenaires Avoir l'esprit d'initiative Savoir s'adapter

Durée attendue sur le poste : 3 - 4 ans**Votre environnement professionnel :**Adresse Intranet du référentiel des emplois-type et des compétences : http://drh.interieur.ader.gouv.fr/dir/PortailDeux/Gpec/Index_Gpec.php

▪ **Activités de la sous-direction et du bureau :**

La sous-direction des politiques publiques participe, avec les autres ministères compétents, à la conception, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques spécifiques à l'outre-mer. Elle propose les adaptations des politiques nationales liées aux particularités des outre-mer. Elle coordonne la politique contractuelle de l'État dans les départements et régions d'outre-mer et veille à sa cohérence avec les politiques et programmations de l'Union européenne. Elle élabore et met en œuvre la politique contractuelle de l'État dans les autres collectivités de l'outre-mer. Elle contribue à la mise en œuvre outre-mer des politiques européennes de cohésion économique, sociale et territoriale et assure la coordination interministérielle des investissements de l'État outre-mer. Enfin la sous-direction des politiques publiques veille à la prise en compte du développement durable dans les politiques publiques conduites outre-mer. Elle comprend 5 bureaux.

Les missions du bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes sont animées en coordination avec les autres services de la DGOM, le cabinet ministériel, les ministères en charges du domaine (détenteurs de l'expertise), les services déconcentrés et les acteurs territoriaux. Elles visent à adapter l'action de l'Etat aux spécificités des territoires ultra-marins dans les domaines agricole (politique globale et particulière), rural, maritime (pêche et politique maritime de l'Union Européenne et internationale). A ce titre, le bureau doit :

1. assurer la mise en œuvre des mesures gouvernementales concernant l'agriculture, la pêche et l'aquaculture, en lien avec les autres ministères concernés.
2. Assurer la veille et animer un réseau permanent avec les acteurs et experts du secteur.
3. en tant que chef de file : assurer un rôle de coordination, d'impulsion et d'orientation dans l'adaptation de la PAC (1^{er} et 2^{ème} piliers) et le suivi de la mise en œuvre du programme POSEI et des programmes de développement rural ; assurer/promouvoir le développement d'initiatives favorisant le développement de l'ensemble des filières agricoles et aquacole, et notamment les filières de diversification, ainsi que la filière pêche
4. en tant que contributeur : anticiper et contribuer à l'évolution de la réglementation sur des questions de sécurité sanitaire, de santé végétale et animale, de produits phytosanitaires ; participer à l'adaptation des initiatives internationales, européennes et nationales en matière de pêche et d'aquaculture (organisation régionales de pêche, FEAMP, etc.)

▪ **Composition et effectifs du département : 8 agents**

Le chef de bureau et son adjoint A+, 5 chargés de mission de catégorie A, 1 secrétaire catégorie C

▪ **Liaisons hiérarchiques :**

Sous-Directeur

▪ **Liaisons fonctionnelles :**

- Au sein de la direction générale :

Tous les bureaux de la sous-direction des politiques publiques

Sous-Direction des affaires juridiques et institutionnelles, Sous-Direction de l'évaluation, de la prospective et de la dépense de l'Etat

- Externe :

Ministères chargés de l'agriculture, de la pêche, de la mer, de l'environnement, du budget, des affaires étrangères, SGAE, SG MER, commission européenne

Services territoriaux de l'État et organismes compétents, socioprofessionnels et monde associatif relevant des domaines couverts

Vos perspectives :

Les compétences et l'expérience professionnelle acquises sur le poste tourné vers l'interministériel permettent d'évoluer vers d'autres emplois de même nature et pourront être valorisées au sein d'autres familles d'emploi. La diversité des compétences mises en œuvre et l'expérience acquise dans l'encadrement d'une équipe constituent un atout majeur pour un parcours professionnel diversifié.

Si vous souhaitez davantage de renseignements sur le poste contactez :

Stanislas Cazelles sous-directeur des politiques publiques stanislas.cazelles@outre-mer.gouv.fr - tél. 01.53.69.22.23

Ivan Postel-Vinay adjoint au sous-directeur des politiques publiques ivan.postel-vinay@outre-mer.gouv.fr - tél. 01.53.69.23.04

Sylvia Célestin, chef du bureau des ressources et de la coordination courriel sylvia.celestin@outre-mer.gouv.fr): 01.53.69.24.15